

L'ensemble des structures nationales membres de l'Union syndicale Solidaires, réuni en Bureau national le 2 avril :

Réaffirme l'**importance de l'unité d'action syndicale** impulsée depuis le dernier trimestre 2008, par 8 organisations syndicales interprofessionnelles. C'est une donnée importante pour la réussite des mouvements.

Souligne que **cette unité doit bien être une unité d'action syndicale**, porteuse d'une dynamique de construction et de développement des luttes. En ce sens, les très fortes journées de manifestations des 29 janvier et 19 mars ont montré une mobilisation importante de millions de salarié-e-s, de retraité-e-s, de chômeurs/ses, de jeunes. Ces initiatives correspondent à une étape nécessaire dans la construction du rapport de force que nous devons imposer au patronat, au gouvernement. Mais **nous ne pouvons nous installer dans une stratégie de « temps forts » tous les deux mois**, qui a déjà montré qu'elle conduisait à l'échec, notamment lors du mouvement sur les retraites en 2003.

Soutient pleinement l'ensemble des salarié-e-s en lutte, notamment dans les entreprises qui licencient, les secteurs publics en voie de démantèlement, les entreprises où les profits d'une minorité explosent alors que de plus en plus de salarié-e-s, chômeurs/ses, retraité-e-s, jeunes vivent avec des revenus de misère, ... La convergence des luttes est nécessaire : l'Union syndicale Solidaires appelle aux manifestations organisées par les coordinations des secteurs Université et Recherche, le 8 avril.

Appuie la plate-forme revendicative intersyndicale, et met en avant **cinq mesures d'urgence** :

- **Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel, réduction du temps de travail sans perte de salaire**, car les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que les entreprises accumulent les profits.
- **Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux** (300 € pour tous), parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise, alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes.
- **Pour les services publics, il faut des moyens supplémentaires, l'arrêt des suppressions d'emploi et de nouvelles orientations**, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication, ... C'est l'inverse de la Révision Générale des Politiques Publics !
- **En finir avec la fiscalité qui favorise les riches** : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, et abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité.
- **Un statut pour tous les salarié-e-s**, qui garantisse la pérennité des droits, notamment du salaire, tout au long de la carrière.

Redit avec force ce que l'Union syndicale Solidaires affirme depuis plusieurs mois : **une grève générale interprofessionnelle est indispensable**. Elle est nécessaire pour gagner, et elle est possible : la réussite des 29 janvier et 19 mars, les luttes locales ou sectorielles, le montrent. Cette proposition a été faite par Solidaires lors des réunions intersyndicales des 20 et 30 mars, elle est débattue dans d'autres organisations que Solidaires, et demandée par plusieurs intersyndicales départementales. **Si une grève générale ne se décrète pas, ne pas proposer cette perspective, ne pas l'organiser, c'est faire en sorte qu'elle n'ait pas lieu. Au contraire, nous pensons qu'il est de la responsabilité du mouvement syndical, aujourd'hui, d'y travailler.**

Continuera à **défendre ses positions, lors des réunions intersyndicales et publiquement**. L'expression d'avis différents sur les stratégies syndicales est une donnée normale du pluralisme ; les salarié-e-s doivent connaître les positions et propositions de chaque syndicat, et choisir quel type de syndicalisme ils/elles soutiennent.

Appelle à **renforcer les collectifs unitaires existants**, à en créer partout. Intersyndicales, comités, les formes sont différentes selon les entreprises, les services, les localités, mais le besoin de se rassembler et d'agir ensemble se fait sentir, pour **faire émerger un front social**. Cette dynamique doit s'étendre, et les initiatives être coordonnées.

Nous refusons de payer la crise du système capitaliste, nous pouvons gagner et pour cela nous devons développer le syndicalisme de lutte !